



**SERVICES, SOINS ET ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE
ET ÉTABLISSEMENTS POUR PERSONNES ÂGÉES :
LA COLÈRE NE FAIBLIT PAS !**

Ce jeudi 15 mars, les salarié.e.s, les usagers et la population ont, à nouveau, exprimé leur colère face à la situation insupportable des conditions d'accueil et de travail dans les EHPAD à laquelle le gouvernement n'apporte aucune réponse satisfaisante au long terme.

Dans de très nombreuses villes de France, les milliers de manifestant.e.s ont dénoncé l'absence totale de considération d'un gouvernement plus attentif aux revendications des grands patrons qu'à celles des résident.e.s et personnes maintenues à domicile.

Par un taux de 29% de grévistes, plus toutes les actions menées localement, les personnels ont encore massivement répondu aux appels à la grève de l'ensemble des organisations syndicales pour à nouveau exprimer leur ras le bol de devoir subir la violence du manque de moyens humains, matériels et financiers.

L'intersyndicale reçue par la Ministre des solidarités et de la santé évoque un dialogue ouvert et courtois, obtenu grâce à la mobilisation et à la persévérance des professionnel.le.s.

L'intersyndicale note une prise de conscience sur les points tels que la tarification et l'encadrement, mais déplore l'absence d'annonce concrète.

C'est un enjeu sociétal et l'intersyndicale entend bien maintenir la pression. Nos organisations CGT portent haut et fort les revendications des salarié.e.s, des patient.e.s, des résident.e.s et des familles pour provoquer une rencontre avec le Président de la république.

Cette journée est une étape sur le chemin des futures mobilisations, en particulier la **journée unitaire d'action du 22 mars** dans la Fonction publique et de nombreux services publics et organismes sociaux.

Nous rencontrerons l'intersyndicale lundi 19 mars pour déterminer ensemble les modalités des prochaines actions et de l'ancrage de la mobilisation souhaitée et attendue par les personnels et les familles.

La CGT prendra toute sa place dans les prochaines mobilisations tant que les justes revendications des personnels ne seront pas entendues par le gouvernement.

Montreuil, le 16 mars 2018